

Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, du Premier ministre britannique et du Premier ministre français, sur les questions de défense et sur l'embargo sur le bœuf britannique, Londres le 25 novembre 1999.

M.TONY BLAIR - Eh bien, bonjour à tout le monde.

Tout d'abord, j'aimerais souhaiter la bienvenue au Président, Monsieur CHIRAC, au Premier ministre, Monsieur JOSPIN, aux différents membres du gouvernement à l'occasion de ce sommet franco-britannique. Nous sommes ravis d'avoir pu accueillir nos collègues ici pour ce sommet qui a été très productif, qui a couvert une série très large de questions. Et je tenais à dire à quel point la relation entre nos deux pays est forte aujourd'hui et à quel point nous sommes heureux que cela soit le cas, et ne fait que se renforcer jour après jour. Nous avons eu des discussions très serrées, très intensives sur un certain nombre de questions. Nous nous sommes également mis d'accord sur un texte important en matière de défense, une approche conjointe également dans le cadre de la préparation du sommet spécial de Lisbonne.

La défense tout d'abord. Vous le savez, il y a un an, nous avons lancé une initiative européenne de défense à Saint-Malo. La déclaration d'aujourd'hui souligne le progrès considérable réalisé depuis lors. Au moment où nous entamons une nouvelle ère dans nos relations militaires, ce que fait le texte d'aujourd'hui, c'est de fixer des objectifs ambitieux, certes, mais réalistes en ce qui concerne le renforcement de notre capacité militaire. Et nous espérons que cela pourra être développé plus avant dans le cadre du sommet européen d'Helsinki. La déclaration souligne également des domaines précis de coopération franco-britannique. Par exemple, le partage de système de transport et la nécessité de développer plus avant ce qui concerne nos besoins en matière de défense.

Soyons clair, il ne s'agit pas de mettre en place une armée européenne sous commandement unique, il ne s'agit pas de tenter de quelque façon que ce soit de remplacer l'OTAN. Je crois que nous sommes tout à fait d'accord sur cela et c'est la raison pour laquelle l'OTAN s'est félicité de cette initiative européenne de défense lors du sommet de Washington, il y a quelques mois. Ce dont il s'agit c'est de renforcer l'efficacité et les capacités européennes en matière de défense de façon à ce que nous puissions renforcer et compléter l'alliance de l'OTAN, qui reste la pierre angulaire de notre défense. Il s'agit de nous donner les moyens de pouvoir agir de façon efficace quand l'OTAN n'est pas engagé. L'importance de ce texte c'est que cela nous permet d'arriver dans une situation où nous pourrions avoir des capacités pratiques pour joindre le geste à la parole par rapport aux déclarations que nous avons faites. Ce texte, je le disais, est une étape importante, c'est un progrès important en matière de coopération dans le secteur de la défense entre nous et nous espérons que nous pourrions obtenir l'accord de tous nos collègues européens par rapport à cette initiative lors du sommet d'Helsinki.

Deuxième texte. Il concerne le sommet du Conseil spécial de Lisbonne sur la réforme économique. Nous sommes convaincus que ce Conseil de Lisbonne est l'occasion pour l'Union européenne de montrer qu'il est possible d'allier le dynamisme économique au sein de l'Union européenne avec la justice sociale. Il y a une dimension sociale très importante. Nous nous inspirons d'initiatives diverses sur l'innovation, sur l'économie du savoir qui ont été mises au

point par nos collègues Christian SAUTTER et Steven BAYAS. Il y a une déclaration conjointe qui expose une approche conjointe par rapport au sommet et nous sommes également d'accord pour dire que nous allons travailler en étroite coopération et coordination dans le cadre de la préparation de ce sommet.

La défense d'une part, la réforme économique de l'autre, le Conseil de Lisbonne, sont les points principaux de notre discussion. Bien sûr, nous avons également traité d'autres questions, la CIG, l'élargissement de l'Union européenne, et là encore notre terrain d'entente est très large. Nos ministres des affaires européennes se sont mis d'accord pour mettre en place des groupes de travail qui permettront qu'il y ait un contact très régulier sur ces différentes questions avant le démarrage de la Conférence intergouvernementale.

Bien sûr, nous avons parlé de la Tchétchénie, du Moyen-Orient, de l'Irak, de l'Afrique, du Kosovo, vous n'en serez pas surpris.

Je dirai encore un mot concernant le boeuf. Je sais que certains d'entre vous désirent me poser des questions à ce sujet. Bien sûr nous en avons parlé. Le gouvernement français a une position, le gouvernement britannique a la sienne. Nous sommes très satisfaits de constater que le gouvernement français a de nouveau saisi son organe de sûreté alimentaire indépendant. Il y a donc un processus qui est en cours désormais. Nous pensons également qu'il est important, dans la qualité de nos discussions, que nous disions bien clairement que ce dont il s'agit c'est de veiller à ce que l'opinion publique, partout, soit satisfaite et soit assurée que le boeuf britannique est de bonne qualité. Et je crois que tous les échanges, en tout cas certainement ceux que j'ai eus avec mes collègues, ne font que me renforcer dans mon opinion, à savoir que nous avons pris les choses par le bon angle, c'est-à-dire en persuadant. Il y a bien sûr un processus judiciaire qui est en cours mais je crois qu'il vaut mieux passer par la persuasion, je l'ai toujours dit.

Enfin, j'aimerais rendre hommage encore une fois au Président français, au Premier ministre français, à leurs collègues. Je les remercie d'être venus ici. Je crois que le sommet a été extrêmement fructueux et j'aimerais une fois encore vous dire à quel point la relation avec la France, pour nous, est d'une immense importance mais également à quel point nous pensons que cette relation est désormais forte. Mais nous désirons qu'elle soit encore renforcée. La France est un allié ancien très solide de la Grande-Bretagne et nous sommes ravis de pouvoir dire que ce sommet a été très fructueux. Bien sûr, il y a eu des divergences, il y en a toujours entre pays, et le boeuf en a été un exemple, mais ces divergences ne doivent jamais dépasser, être plus fortes que tout ce que nous partageons en commun, qui est énorme. Je vous remercie.

LE PRESIDENT - Je voudrais d'abord remercier le Premier ministre et nos hôtes qui une fois encore nous ont réservé un accueil extrêmement chaleureux et agréable dans votre pays qui s'apprête avec beaucoup de dynamisme, de succès et de panache à fêter le "millennium".

Le Premier ministre a parfaitement indiqué ce que nous avons fait et il a terminé son propos en évoquant l'affaire du boeuf, car c'est vrai que l'on aurait pu imaginer que cette affaire crée un climat qui mette en cause notre capacité à gérer avec la sérénité et la lucidité nécessaires les problèmes qui sont les nôtres. Cela eût été assez normal, c'est une affaire difficile qui touche à quelque chose de très sensible chez nos concitoyens, les intérêts des producteurs britanniques, les peurs des consommateurs français, la nécessité, naturellement, de respecter les exigences incontournables de la santé publique. Eh bien, pour toutes ces raisons, et dans un climat forcément un peu passionnel, j'aimerais souligner combien les autorités, combien la France et l'Angleterre ont su gérer cette affaire avec beaucoup de sagesse et avec un grand sens des responsabilités qui nous permettra, j'en suis sûr, de trouver la solution à ce problème délicat, sans que personne n'ait à mettre en cause les intérêts dont il a la charge. Le Premier ministre français donnera tout à l'heure des éléments d'appréciation sur ce sujet.

Je voudrais sur ce point terminer en tirant une conclusion, c'est que, pour l'avenir, il apparaît clairement qu'il faut créer une Agence européenne de sécurité sanitaire des aliments qui soit à la fois efficace, transparente, indiscutable et qui soit chargée de l'évaluation des risques et de la mise en oeuvre du principe de précaution. Ce contentieux, je le répète, n'a apporté aucune espèce d'ombre à ce sommet.

Sur la défense, nous avons depuis Saint-Malo franchi des pas substantiels, les choses ont été vite, en tous les cas plus vite qu'on aurait pu le penser, et nous sommes arrivés à des décisions cohérentes, sérieuses, qui ont l'aval de la plupart de nos partenaires et notamment de nos amis allemands, espagnols, italiens, belges, d'autres aussi, et qui permettront de conclure au sommet d'Helsinki sur le schéma de défense européenne qui soit à la fois efficace et crédible. Il s'agit de pouvoir demain, s'il est nécessaire, conduire ensemble une action de la même nature que celle que menons aujourd'hui, par exemple, au Kosovo. Le Premier ministre a indiqué les voies sur lesquelles nous étions d'accord, je n'y reviendrai naturellement pas.

En ce qui concerne les autres sujets, nous avons une fois de plus observé que notre approche, en ce qui concerne la réforme institutionnelle mais aussi l'élargissement, étaient identiques, que nos positions s'agissant des grands problèmes d'actualité comme la Tchétchénie ou l'Irak étaient également des positions identiques, que nous étions déterminés par conséquent à joindre nos efforts pour faire avancer les voies de la raison.

Voilà les quelques compléments que je voulais apporter à ce qu'a dit le Premier ministre avant que Monsieur JOSPIN ne donne aussi son sentiment.

LE PREMIER MINISTRE - Merci Tony. J'ai très peu de choses à ajouter à ce qui a été dit à ce stade. Simplement dire qu'il y a deux questions que nous avons eu abordées également, notamment entre Premiers ministres : les problèmes de restructuration industrielle et d'alliance en Europe. J'ai indiqué que les autorités françaises restaient fidèles à l'esprit de la déclaration tripartite de décembre 1997. Nous avons parlé aussi, sans être entièrement d'accord, -il faut bien le dire-, des problèmes de fiscalité de l'épargne. La France est soucieuse que l'on avance dans la direction d'Helsinki. Nous avons convenu qu'il faudrait sans doute, sur ce sujet, que nous fassions travailler en commun nos experts. Dans le même esprit, bien qu'il s'agisse de questions sensibles, nous avons l'intention de préparer le Conseil spécial de Lisbonne sur les questions d'emploi, d'exclusion et de réformes économiques.

M. TONY BLAIR - Merci. Alors, pour être démocrate, je ne sais pas, peut-être d'abord une question britannique puis une question française, on va essayer d'alterner.

QUESTION - Monsieur le Premier Ministre, vous avez résumé tout ce qui a été dit en matière de défense européenne en disant qu'il ne s'agissait aucunement, en aucune façon, de saper l'OTAN. L'opposition conservatrice, ici, dit, par contre, que vous avez d'autres intentions cachées, que c'est certainement en tout cas une ambition des Français que de saper, d'aller à l'encontre de l'OTAN et que ce sera bel et bien le résultat de cet effort. Pourrait-on dire, ou ne pourrait-on pas dire, que le nouveau mécanisme de défense en Europe n'aura de sens que si de toute façon il devient bel et bien un petit peu un rival par rapport à l'OTAN ?

M. TONY BLAIR - Premièrement, la question de l'opposition conservatrice ici. Je crois qu'ils se sont révélés très peu sages en attaquant ces propositions. Notamment, d'ailleurs, lorsqu'ils étaient au gouvernement, eux, ils avaient accepté aussi bien le principe de la défense commune dans le cadre de la législation du marché unique, c'était dans les années 80, puis de nouveau lors de Maastricht, ils l'ont accepté. Et puis, de nouveau, mais cette fois de façon spécifique, à Berlin, en 96, quand on a décidé de l'identité de défense et de sécurité européenne.

Pour moi, il est absolument essentiel de dire une chose tout à fait clairement. L'OTAN, pour la Grande-Bretagne, demeure la pierre angulaire de notre défense. Mais il est nécessaire, dans des circonstances où l'ensemble de l'alliance, l'OTAN dans son ensemble, ne sera pas engagé, que nous soyons donc en mesure d'agir dans ces circonstances. Oui, cela va dans le sens de l'intérêt de nos pays de le faire. Il s'agit là d'une capacité importante dont nous avons besoin, cela a été particulièrement souligné lors de ce qui s'est passé au Kosovo. On s'est aperçu que nous avions là des lacunes en matière de capacités qu'il nous fallait combler. Donc je crois que c'est tout à fait judicieux, c'est approprié, c'est complémentaire par rapport à l'OTAN.

Il ne s'agit aucunement d'essayer de remplacer l'OTAN. Je crois que ce serait tout à fait perfide que d'essayer de le présenter autrement. Et je rappellerai également au parti conservateur que l'OTAN lui-même appuie cette initiative et l'a fait lors du Sommet de Washington au mois d'avril dernier. Donc l'OTAN et l'Union Européenne et les Etats-Unis d'Amérique sont d'accord pour

dernier. Donc, l'OTAN et l'Union Européenne et les Etats-Unis d'Amérique sont d'accord pour dire que cette initiative importante se fait de façon tout à fait complémentaire et j'espère sincèrement que tout le monde comprendra que c'est important, surtout dans la mesure où l'Europe disposera d'une politique extérieure et de sécurité commune. Il est important qu'elle puisse effectivement agir dans le cas où nous désirons le faire. Jacques ?

LE PRESIDENT - L'intervenant ayant mentionné ceux qui pensent que la France veut saper l'OTAN, je voudrais ajouter un mot.

Les dispositions que nous avons prises n'ont absolument aucune conséquence négative, naturellement, sur l'OTAN. Je vais plus loin, elles renforcent l'OTAN en réalité. Dans la mesure où l'Alliance atlantique a intérêt à pouvoir s'affirmer dans tous les cas de figure possibles. Et lorsqu'on améliore sa main on ne l'affaiblit pas, par définition. J'ajoute que la France n'a jamais eu l'intention de saper ou d'affaiblir l'OTAN. Elle a un profond attachement à l'Alliance atlantique, au partenariat transatlantique, dont le rôle est essentiel pour la sécurité de l'Europe. Je voudrais rappeler effectivement, comme l'a mentionné à l'instant le Premier Ministre britannique, que j'ai eu l'occasion, au moment du Sommet de Washington, d'évoquer ces problèmes, y compris sérieusement avec le Président des Etats-Unis, mais aussi avec les responsables de l'OTAN, et que tout le monde était à l'époque, et reste j'en suis sûr, favorable à cette évolution qui, je le rappelle, n'est pas de nature à remettre en cause l'OTAN mais à compléter, dans l'intérêt de l'Europe, son action potentielle.

M. TONY BLAIR - Je voudrais ajouter quelque chose. Si l'opposition travailliste s'était comportée de façon aussi irresponsable à l'époque, je vous assure qu'on nous en aurait fait voir. Les medias, ici et dans d'autres pays, nous en auraient fait voir et ils auraient eu raison. \

QUESTION - Une question au Président de la République et au Premier Ministre : est-ce qu'on peut considérer aujourd'hui que l'affaire concernant le boeuf britannique est une affaire classée ? Est-ce qu'on va vers une levée de l'embargo à partir du 4 décembre, moment où l'AFSSA doit se prononcer, en principe, normalement ?

LE PREMIER MINISTRE - Ce qui m'a frappé durant ces longues semaines, au travers de ce qui a été quand même, un élément de crise et en même temps du travail que nous avons accompli, britanniques et français, avec la Commission, pour essayer d'esquisser une solution, c'est l'effort qu'a fait chaque partie pour comprendre la position de l'autre, c'est le respect de cette position, c'est la capacité à traiter les problèmes sereinement et tranquillement. Je crois que le Premier Ministre britannique notamment doit en être félicité. Nous avons travaillé, non pas avec l'idée que tel ou tel fasse des concessions à l'autre, mais avec l'idée de trouver ensemble des améliorations, des dispositifs actuels dans l'intérêt de tous les consommateurs : français, britanniques, et autres européens. Nous avons avancé sur cinq points essentiels et, à travers la discussion qui s'est nouée, au fond nous avons bien compris que dans un marché unique, nous devons à la fois veiller strictement au respect de la libre-circulation des produits, qui est le fondement même de ce marché unique, et en même temps être attentif aux désirs, aux besoins des consommateurs, de nos concitoyens de chaque côté de la Manche et plus largement en Europe, d'être assurés de la sécurité des aliments. Nous avons réussi, avec la Commission, nos amis britanniques et nous-mêmes, les experts, les ministres, à dégager sur les cinq points que vous connaissez, des améliorations sensibles. Le Gouvernement français, comme il s'y était engagé, a saisi, mardi soir l'AFSSA, (l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments), pour lui faire prendre en compte ses avancées et lui demander de s'exprimer sur l'arrêté de levée de l'embargo. Je crois, Monsieur, que par rapport aux experts qui vont s'exprimer, (même si j'aurai certainement plaisir à anticiper sur des processus), qu'il ne serait pas bon de dire dès maintenant comment les choses vont se dénouer. Il faut qu'ils puissent faire leur travail de façon tout à fait indépendante. Ensuite ce sera aux pouvoirs politiques, en l'espèce, au Gouvernement français, à prendre sa décision. Nous sommes engagés dans un processus. Cette Agence alimentaire française doit se réunir normalement le 2 décembre. Elle devrait remettre son avis le 3 ou 4 décembre. Ensuite, très vite, le Gouvernement aura, en relation bien sûr avec le Président de la République, à prendre une décision sur l'arrêté de levée de l'embargo.

M. TONY BLAIR - Bien sûr, il s'agit là d'une question entre nous, mais ce qu'il faut bien

comprendre, ce qu'il faut bien souligner, c'est que nous gérons ces questions sans faire de concession ni d'un côté, ni de l'autre. Nous gérons ce dossier, je crois, de façon très adulte et très raisonnable. Et vraiment, ce que nous ne voulons absolument pas, c'est que les échanges entre nos deux pays, qui valent des milliards de livres, en souffrent, en pâtissent. Nous avons exposé une position très clairement. Nos collègues français ont exposé la leur, très clairement également. Nous sommes satisfaits de constater, désormais, que l'Agence française a été saisie pour présenter son avis. Nous espérons que l'issue de la chose sera favorable. J'aimerais répéter, de nouveau, que nous sommes tout à fait confiants quant à la qualité et à la santé du boeuf britannique. Nous devons vendre. Nous le consommons, nous le mangeons ce boeuf depuis un certain temps. Nous nous en portons très bien en Grande-Bretagne. Nous avons le système d'exportations basé sur les dates. Cela veut dire que nous n'exportons que du boeuf provenant de bétail qui est né après août 1996.

Nous avons, à ce moment-là, introduit de nouvelles règles qui sont très strictes concernant l'alimentation des animaux, la séparation des différentes parties de l'animal, la façon dont ils sont abattus, etc. Ces règles sont très strictes, plus qu'ailleurs que partout dans le monde. Et il n'y a eu aucun cas d'ESB concernant des animaux nés après cette date d'août 1996. Et quelquefois on ne comprend pas toujours ces éléments. Mais nous avons dit qu'il y avait un processus en cours. Mais que nous préférons procéder par la persuasion et convaincre les uns et autres que notre produit est sûr.

Il y a eu des difficultés. Le Président l'a dit à juste titre tout à l'heure, c'est un débat passionnel. Cela suscite les passions d'un côté et de l'autre. Mais je crois qu'il est important, au nom de la force de nos relations, mais également pour les producteurs britanniques qui veulent vendre leur boeuf, il est donc important que les choses soient gérées de façon adulte et raisonnable et c'est de cette façon que nous entendons suivre les choses. \

QUESTION - Au Premier ministre. En ce qui concerne l'initiative de défense, est-ce que cela revient à reconnaître le fait qu'il va y avoir des tendances disons isolationnistes plus importantes, notamment au Congrès américain, et qu'il y aura peut-être un désir moins grand d'intervenir en Europe, notamment au Kosovo ?

M. TONY BLAIR - Non, ce n'est pas cela. Il suffit simplement de bien comprendre, et notamment dans les perspectives américaines. Il est normal que l'Europe partage le fardeau, les responsabilités. Je crois que c'est une leçon qui se dégage clairement du Kosovo. Alors, avec l'opération au Kosovo, il faut qu'il y ait une participation américaine importante. Mais il peut y avoir des circonstances où pour une raison ou pour une autre, on aura peut-être une mission humanitaire ou de maintien de la paix. Il se peut que l'ONU ne désire pas intervenir. Et il est bon que dans cas nous ayons la capacité et que nous puissions utiliser le cas échéant nos moyens pour pouvoir lancer ces actions nous-mêmes. Mais je crois, en fait, qu'en Amérique on comprend très bien cela. Et c'est la raison pour laquelle M. TALBOTT, le secrétaire d'Etat adjoint, a tout à fait approuvé ce processus dans lequel nous nous sommes lancés. Et cela ne va aucunement à l'encontre de la solidité de l'Alliance atlantique. Il s'agit de nous doter d'une capacité dans les circonstances où l'Alliance ne désire pas intervenir de la façon traditionnelle.

QUESTION - Je me permets de poser deux questions au Président de la République.

Premièrement, M. G'HOON, ministre de la Défense britannique, a déclaré à la BBC ce matin qu'un des buts de la Grande-Bretagne est de rapprocher la France de l'OTAN. Est-ce que, Monsieur le Président, vous appréciez bien ce sentiment et ces formulations ?

Ma deuxième question, on nous a fait savoir qu'aujourd'hui le boeuf a été absent du menu au déjeuner convivial à Downing Street. Avez-vous, vous-même, l'intention d'inscrire le rosbif de la vieille Angleterre au menu de l'Elysée prochainement ?

LE PRESIDENT - Bien qu'appartenant à une région, le Limousin, où l'on élève le meilleur boeuf du monde, je vous dis tout de suite que dès que l'embargo sera levé, j'aurai beaucoup de plaisir à commander du boeuf britannique pour le servir à mes amis, le cas échéant, surtout s'ils sont britanniques.

S'agissant de l'OTAN, la France a une position à l'égard de l'OTAN et elle n'a pas l'intention de

modifier cette position.

QUESTION - Le Président CHIRAC a dit qu'à l'avenir nous devrions mettre en place une Agence européenne de sécurité des aliments qui soit au-dessus de tout soupçon, qui soit indépendante, qui respecte le principe de précaution. Etes-vous d'accord avec cela, Monsieur le Premier ministre ?

M. TONY BLAIR - Nous n'avons pas adopté de position dans le sens d'une Agence européenne de ce type, mais je crois que la discussion ne fait que commencer sur ce dossier, pour des raisons tout à fait compréhensibles. Alors, que cela se fasse au niveau national ou que cela se fasse sur un plan européen, je crois que ce qui est important, et ce que veut dire le Président, Monsieur CHIRAC, est tout à fait juste. A savoir que dans le monde d'aujourd'hui, ce genre de questions touchant à l'alimentation, concernant les consommateurs, c'est-à-dire la sécurité des aliments etc., est très importante. Il faut qu'il y ait une Agence indépendante en qui les consommateurs aient toute confiance. Que cela nous plaise ou non, c'est difficile. C'est la raison pour laquelle nous-mêmes sommes en train de mettre notre propre agence indépendante, chez nous.

Vous savez, c'est en très bonne voie. Ce sera bientôt achevé. Que cela nous plaise ou pas, les consommateurs n'ont pas forcément confiance lorsque c'est le gouvernement qui leur dit quelque chose. La question n'est pas encore tranchée. Le Président vient de se prononcer très fermement en faveur d'une telle initiative. Nous ne nous sommes absolument pas opposés. Mais notre position actuelle fait que nous sommes en train de mettre en place notre agence de sécurité des aliments chez nous. Voilà, c'est notre position pour l'instant.

LE PREMIER MINISTRE - La création d'une Agence indépendante, l'AFSSA, (l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments) a été une création de mon gouvernement. Parce que nous avons fait le même raisonnement que Tony BLAIR, à savoir le besoin pour les consommateurs d'être assurés par des experts indépendants, de la qualité des aliments ou de réponses à des questions que pouvait poser le Gouvernement face à des problèmes de sécurité alimentaires ou sanitaires.

Ensuite, nous avons proposé, effectivement, à l'échelle européenne, la création d'une agence européenne de ce type. Nous avons vu que M.PRODI, Président de la Commission, a repris cette idée. Je me réjouis de voir que le Gouvernement britannique va lui-même dans le sens de la création d'une agence indépendante en Grande-Bretagne. Et, sans que nous tranchions ici, cette question, l'idée pourrait tout à fait être que cette agence européenne, si elle était créée, fonctionne en raison avec des agences nationales, de façon à ce que l'on ne court pas le risque d'entrer dans des contradictions, par exemple. Nous avons bien vu que cela compliquait un peu la solution du problème que, j'espère, nous sommes en train de résoudre aujourd'hui.

QUESTION - Cette question s'adresse à Monsieur le Président de la République et à Monsieur le Premier ministre. Excusez-moi de sortir quelques instants du sommet franco-britannique, mais il y a eu, ce matin, deux attentats en Corse, sans victimes graves apparemment, mais avec des destructions lourdes. Est-ce que vous en avez parlé l'un et l'autre et quel est votre sentiment sur cette affaire ?

LE PRESIDENT - Nous en avons parlé, bien sûr, et pour ma part, je condamne avec force ces actions destinées, en réalité, à tuer. Ce pas supplémentaire dans la violence et le terrorisme en Corse doit conduire les responsables de l'Etat et aussi les responsables corses à agir avec la plus grande fermeté contre la spirale de la déraison.

LE PREMIER MINISTRE - Habituellement, vous la savez, j'ai une hésitation à m'exprimer à l'étranger sur des problèmes qui se posent en France, fut-ce dans un pays. Mais, comme le Président, je ne peux pas cacher mon émotion. Nous en avons naturellement parlé le Président et moi-même. Je l'ai tenu informé des indications précises que m'a données au téléphone le ministre de l'Intérieur. Le ministre des Transports se rend dans l'île pour manifester sa solidarité et son soutien aux salariés, aux citoyens qui ont été heurtés, choqués et dont certains auraient pu être, si les services n'avaient pas fait diligence, blessés ou mortellement blessés. Il faut que certains se rendent compte qu'en persistant dans l'utilisation du terrorisme, ils s'enferment dans une impasse, ils se marginalisent. Il faut qu'ils reviennent à la raison, sinon nous les y

une impasse, ils se marginalisent. Il faut qu'ils reviennent à la raison, sinon nous les y ramènerons, avec la plus grande fermeté.

QUESTION - Le Gouvernement français pourrait-il accepter que l'OTAN, dans une gestion de crise future, se voie d'abord accorder la priorité, c'est-à-dire que les discussions commencent au niveau de l'OTAN, de l'Alliance Atlantique, et ensuite si l'Alliance Atlantique et les Etats-Unis décident de ne pas participer, dans ce cas l'affaire sera en quelque sorte confiée aux Européens ?

LE PRESIDENT - Tout cela, Monsieur, est très théorique. Lorsqu'il y a une crise, naturellement que tout le monde en parle et pas seulement dans l'OTAN, dans l'Union européenne, mais aussi dans d'autres enceintes, y compris les grandes enceintes internationales comme le G8, et c'est à partir d'une appréciation sur la crise que se prennent les décisions. Est-ce que l'OTAN intervient ? Est-ce que les Etats-Unis considèrent que ce n'est pas de leur responsabilité ? Est-ce que l'Europe a les moyens, à ce moment là, de faire ce qu'elle doit faire pour défendre ses intérêts ? C'est à ce moment là que se décident les choses. Cette question est très théorique.

M. TONY BLAIR - Je crois qu'il est bien important de comprendre de quoi il s'agit. S'il y avait une grande crise qui se présente, on ne va pas en parler avec nos alliés, en nous demandant quelle va être notre réaction. Cela ne se passe pas de cette façon. Nous avons à faire à une situation, je le disais, il s'agira peut-être d'un problème humanitaire, ou un effort de maintien de la paix à faire, situation où l'Europe participe et où nos alliés ne désirent pas participer. Mais lorsqu'il s'agira d'un problème ou d'une crise majeure, en tout cas, depuis que je suis Premier ministre, il serait impensable de ne pas nous concerter et de ne pas le faire en coordination très étroite avec nos alliés. Il faut bien voir tout cela dans le contexte d'un effort complémentaire à l'Alliance Atlantique. L'Alliance Atlantique est là. Elle est le fondement de notre défense. Il s'agirait de questions spécifiques où l'Europe disposerait de capacités et où l'Europe aurait comme responsabilité d'utiliser ces capacités qu'elle aurait.

QUESTION - La question de Chypre s'est-elle présentée pendant vos entretiens ? Et qu'a-t-on dit ?

M. TONY BLAIR - Sur votre première question, bien sûr, nous avons parlé de la question de Chypre. Et nous espérons tous que les négociations qui vont se dérouler dans le cadre de l'ONU auront une issue favorable. Nous le souhaitons profondément. Je crois que tout le monde comprend bien qu'il s'agit là d'un conflit qui existe depuis très longtemps. Il y en a qui nous touchent directement : l'Irlande du Nord, il y a le Moyen Orient, le processus de paix où les choses avancent. J'espère que nous pourrions également avancer sur le dossier chypriote. Et je sais que cela retient certainement l'attention de beaucoup de gens dans le monde entier. Donc, bien sûr, nous en avons parlé et bien sûr nous souhaitons que ces entretiens débouchent sur une issue favorable.

LE PRESIDENT - Nous le souhaitons aussi et que cela permette naturellement à Chypre d'adhérer, dans le contexte qui sera celui du Sommet d'Helsinki, un contexte où, je le souhaite, la Turquie verra reconnaître sa qualité de candidat. Alors devrait être précisé, sans aucun doute, qu'aucun Etat ne peut s'opposer à une candidature de Chypre même si nous souhaitons tous qu'à l'issue, notamment, des discussions entre M. DENTASH et M. CLERIDES dans quelques jours à l'ONU, on progresse vers le retour à l'unité de l'île.

QUESTION - Je me demandais la chose suivante : beaucoup ont dit que le renforcement des relations franco-britanniques est dû au fait que la Grande-Bretagne ne fait pas partie de l'UEM et que c'est peut-être une façon que vous trouvez d'être en contact plus étroit avec un membre très puissant de l'Union Européenne, qui est également un membre puissant de l'UEM.

M. TONY BLAIR - Eh bien, ils auraient tort s'ils le disent car nous nous traitons de questions qui sont des questions en elles-mêmes décisives, la défense, la coopération en matière de défense. Et n'oublions pas que pendant longtemps cette coopération en matière de défense a été préparée, il ne s'agit pas de quelque chose qui a été entamé uniquement il y a un an ou deux ans. Pendant longtemps, il a été dit, il a été dit, oui, que l'Europe mettrait en place des capacités de défense et également de politique extérieure et cela fait partie de ce processus. Et je suis profondément convaincu que sur les questions économiques et les questions de défense,

d'ailleurs sur toutes les questions qui touchent à l'Union Européenne, la Grande-Bretagne doit être entièrement partie prenante. Alors, l'UEM, nous n'en faisons pas partie pour un certain nombre de raisons, notamment dues à notre cycle économique qui est différent de nos partenaires. Nous l'avons dit clairement, nous maintenons cette position. Mais je suis tout à fait convaincu que c'est une question qui mérite d'être traitée pour ce qu'elle est, qui est importante, et je suis convaincu que la Grande-Bretagne doit être un partenaire plein et entier dans l'Union Européenne. Quant à la défense, je le répète, c'est une question qui méritait d'être traitée, d'être développée, du fait de son importance, du fait des circonstances également.

Et je le disais précédemment, dans une intervention cette semaine, je crois que l'avenir de la Grande-Bretagne, au XXIème, siècle ne se trouve pas dans l'isolement, ne se trouve pas dans une séparation par rapport aux différences alliances que nous avons dans le monde. Il doit s'agir d'un rôle de pivot, il doit s'agir d'essayer d'exercer une influence au sein même des alliances auxquelles nous participons, qu'il s'agisse de l'Europe, qu'il s'agisse de l'Alliance atlantique, qu'il s'agisse du Commonwealth, qu'il s'agisse de la relation que nous avons avec les Etats-Unis, qu'il s'agisse de notre rôle au sein du Conseil de Sécurité, qu'il s'agisse du G8. Toutes ces relations nous les avons, et la Grande-Bretagne, au mieux de sa forme, en quelque sorte, c'est un pays qui sera ouvert et qui sera constructif. Il est très préjudiciable quand on a le sentiment, je ne veux pas rentrer dans cette question, mais je crois que c'est un problème inhérent au parti conservateur, qui malheureusement je crois n'a pas disparu, mais je crois qu'il était regrettable qu'on avait à cette époque le sentiment que la Grande-Bretagne était peu active en Europe. 60 % des échanges se font avec l'Europe, nous avons des millions d'emplois qui dépendent de l'Europe. Il serait absurde de ne pas avoir une relation très intense, très étroite, avec le reste de l'Europe.

Et je plaiderai toujours en faveur de cette relation, quel que soit l'interlocuteur que j'aurai. Car je suis vraiment profondément, passionnément convaincu que c'est là que réside l'intérêt de mon pays. En parlant avec MM. CHIRAC et JOSPIN, avec le Chancelier, M. SCHROEDER, en Allemagne, également, eh bien on constate que la France a une identité très forte, un sentiment d'identité très fort, c'est un Etat, une nation très forte et c'est la même chose pour l'Allemagne. Nous n'avons pas eu de contradictions. Cela ne les empêche pas du tout de coopérer avec d'autres, aucunement, en aucune manière. Je crois que c'est tout à fait raisonnable.

LE PREMIER MINISTRE - Simplement, pour bien dire que nous avons besoin et envie de parler avec la Grande-Bretagne dans des sommets qui sont des sommets bilatéraux, et indépendamment de la question de savoir si la Grande-Bretagne est ou non dans l'Euro. Nous avons à discuter de problèmes bilatéraux, au plan économique, sur d'autres plans et nous avons besoin de discuter de problèmes de coordination des politiques économiques même si la Grande-Bretagne décide souverainement si elle adopte ou n'adopte pas la monnaie unique. D'ailleurs, la Grande-Bretagne est dans l'ECOFIN où ces questions sont discutées en permanence. Donc je crois qu'il n'y a pas de rapport entre un choix fait librement par la Grande-Bretagne et la nature et la nécessité de ces discussions entre nous, compte tenu du poids de ce pays et de la politique conduite par ceux qui le gouvernent.

QUESTION - Pourriez-vous nous dire où résident vos divergences en ce qui concerne l'imposition de l'épargne ? Avez-vous pu réduire quelque peu ces différences de position. Etes-vous optimiste, pensez-vous que vous pourrez arriver à les résoudre d'ici la fin de la présidence finlandaise ?

M. TONY BLAIR - Nous désirons tous que ces divergences soient résolues. Mais il s'agit pour nous d'une question très pratique, la City de Londres, et notre position a été exposée à plusieurs reprises. Mais nous ne voulons absolument pas faire obstacle ou aller à l'encontre de ceux qui pensent qu'il y a peut-être une certaine forme de fraude fiscale contre laquelle il faudrait lutter. C'est l'opinion de certains pays mais il faut essayer de traiter ce problème d'une façon qui ne porte pas atteinte à l'intérêt stratégique majeur que nous avons, à savoir la City de Londres. J'espère que nous arriverons à trouver une issue mais je crois qu'il faut bien replacer les choses dans leur contexte.

QUESTION - En matière d'emploi, avant le Sommet de Lisbonne, est-ce que vous pourriez un

peu nous dire sur quelle base vous pensez pouvoir travailler en commun. On a fait quand même déjà un certain nombre de choses, on a instauré des structures d'observation mais est-ce qu'on est prêt à aller vers des objectifs quantifiés, communs, est-ce qu'on va aller plus dans le concret sur les politiques à mener en commun ?

M. TONY BLAIR - Il y a encore quelques mois avant le Sommet de Lisbonne. Mais oui, bien sûr, nous préparons le terrain de façon très concrète et très précise. Mais, de plus, nous tentons de donner un nouveau souffle et une nouvelle pertinence à une politique économique moderne car chacun d'entre nous, à des titres divers, doit penser à l'innovation, à la technologie, doit essayer d'encourager les PME, il s'agit de PME, d'économies qui doivent être basées sur le savoir. Il faut essayer de lutter contre l'exclusion sociale. Il s'agit là bien souvent de nouveaux défis, de nouveaux problèmes auxquels nous avons à faire. Nous désirons donner une vitalité et une pertinence accrues au modèle social européen en en préservant les valeurs mais en essayant de voir comment dans ces économies que nous avons, qui sont de type nouveau, comment nous pouvons donner à nos citoyens les outils leur permettant de survivre et de bien se porter, d'être prospères. Notre Gouvernement ainsi que le Gouvernement français, je crois, ont fait deux choses différentes en matière de politique économique. Premièrement, souligner l'importance de la formation, des compétences et un programme du gouvernement est en cours chez nous. Le savoir devient très important, la formation a un rôle d'autant plus grand. Deuxièmement, nous estimons que dans les économies telles qu'elles se présentent aujourd'hui, gérer la demande ne suffit pas pour résoudre les problèmes très graves de chômage et d'exclusion sociale. Il faut des mesures spécifiques pour les jeunes, pour ceux qui vivent dans des quartiers particulièrement défavorisés, il faut des programmes, donc, ciblés, spécifiques pour les aider. Et je crois que là, également, on sent qu'on s'oriente vers une politique économique de type un peu différent, mais nous avons décidé de travailler en coordination. D'ici au sommet de Lisbonne, je suis sûr que nous aurons des initiatives précises et positives à prendre et à proposer.

LE PREMIER MINISTRE - Nous sommes encore sous la Présidence finlandaise et ce sera à la Présidence portugaise de faire des propositions. Ce que nous avons décidé, c'est de mettre en place un groupe de travail qui permettra aux gouvernements britannique et français de travailler ensemble à la préparation du Conseil spécial de Lisbonne. Je crois qu'il est un peu tôt pour dire quelles seront nos propositions. Je crois que la déclaration qui a été adoptée montre assez bien sur quoi vont porter les thèmes principaux.

LE PRESIDENT - Ce sommet franco-britannique restera, je l'espère, dans l'Histoire, comme celui, après Saint-Malo, qui nous aura permis de faire un pas décisif dans un domaine essentiel qui est celui de la défense européenne.

Ce matin, j'avais le privilège de rencontrer quatre personnalités du monde économique et financier de Londres. Et l'une de ces personnalités m'a dit qu'au fond, l'Europe fonctionne avec un moteur franco-allemand pourquoi n'y a-t-il pas un moteur franco-britannique ? Eh bien, voilà, il y a un moteur franco-britannique qui a été le moteur de la défense car c'est bien ensemble que nous avons à l'origine conçu et lancé cette nouvelle politique. Et comme un bon avion a plusieurs moteurs, je me réjouis de ce succès et j'en remercie nos amis britanniques.

M. TONY BLAIR - Merci encore et merci de votre présence, ce sommet a été très productif.